

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Rentrée politique du PDS : cap sur 2023

RAD
Port-Gentil/Gabon

PORT-GENTIL a abrité, samedi dernier, la rentrée politique du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS). Plusieurs délégués ont pris part à cet événement de portée nationale intervenant 10 mois après le dernier congrès ordinaire de cette formation politique.

Me Séraphin Ndaot Rembogo, son leader, entouré des membres du bureau national, a dirigé les assises qui ont permis aux participants de jeter un regard froid sur le chemin parcouru, et de se projeter sur l'avenir dominé par les élections générales de 2023.

À cet effet, a rappelé Me Ndaot, le congrès de Libreville avait recommandé "l'élaboration d'une offre politique attrayante et crédible, un discours qui redonne espoir aux Gabonais". Dans cette démarche, a-t-il ajouté, "nous devons examiner objectivement l'opportunité de faire route commune avec certains partis de l'opposition républicaine, dans l'intérêt des populations".

Le parti demeure fidèle à sa philosophie : "Quand le pouvoir fait bien, nous apprécions. Quand il fait mal, nous dénonçons en apportant des propositions".

Le PDS, a soutenu Me Ndaot, est un parti qui a vocation à

gouverner, discipliné, inoxydable, "détribalisé", ouvert à tous les Gabonais. Il a battu le rappel des troupes, appelant à la mobilisation, à resserrer les rangs, à se mettre en ordre de bataille, conquérir de nouveaux espaces, reconquérir ceux perdus, cap sur 2023. Avant de mettre en relief les maux qui minent la capitale économique, à savoir le chômage des jeunes, la toxicomanie, la criminalité galopante et les inondations récurrentes.

Après un bilan à mi-parcours élogieux, le secrétaire général du PDS a lancé : "Notre parti doit marquer de son empreinte les élections à venir, augmenter le nombre d'élus et faire oublier 2018 peu reluisant".



Vue partielle de l'assistance.

Petit angle : comme une feuille de route

J.K.M
Libreville/Gabon

EN mettant le cap sur 2023 au sortir de la rentrée politique de la formation qu'il dirige, le leader du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), Me Séraphin Ndaot Rembogo, a, pour ainsi dire, dressé la feuille de route du PDS pour l'année à venir. Tant il a annoncé les grands axes devant guider l'action de sa formation politique dans les douze prochains mois.

Une année cruciale, à forts en-

jeux pour de nombreux acteurs politiques d'autant que se tiendront les élections présidentielle, législatives et locales. Des scrutins à l'issue desquels devraient se jouer, selon de nombreux observateurs, le destin de bien d'acteurs politiques et l'avenir de nombreuses écuries. Pour ainsi dire, du côté du PDS, il y a véritablement urgence à agir. Tant cette formation politique a perdu son lustre d'antan depuis un certain nombre d'années. En témoigne la débâcle qu'elle a enregistrée au sortir des élections couplées (législatives et locales)

d'octobre 2018. Avec ceci que de nombreux cadres ont quitté le navire, abandonnant au passage Me Séraphin Ndaot Rembogo à ses "vieux démons" (népotisme, absence de transparence dans la gestion du parti, ligne politique confuse, autoritarisme, etc.).

Bref, face aux enjeux à venir, le leader du PDS a "battu le rappel de ses troupes". En appelant "à la mobilisation, à resserrer les rangs, à se mettre en ordre de bataille, à conquérir de nouveaux espaces et à reconquérir ceux perdus. Et à examiner objectivement l'opportunité de faire

route commune avec les partis de l'opposition républicaine". Tout en étant, bien entendu, fidèle à la "philosophie" de leur parti : "Quand le pouvoir fait bien, nous apprécions. Quand il fait mal, nous dénonçons en apportant des propositions."

Reste à savoir si Me Séraphin Ndaot Rembogo pourra faire entendre et respecter la "singularité" de sa formation politique ou si celle-ci continuera, comme l'avancent certains, à n'être plus qu'une "remorque au service des ambitions d'autres écuries".

Miroir du gouvernement

Espoir permis ?

De l'avis de nombreux participants, la première édition des Journées de l'industriel gabonais (JIG) s'est achevée, samedi dernier, aux Jardins Botaniques, sur une note d'espoir. Celle de voir véritablement les recommandations émises par les nombreux experts et invités, lors des différents panels, être matérialisées par le gouvernement. Tant il y va de l'ambition de booster l'industrialisation de notre pays. Laquelle, aux yeux de plusieurs acteurs, s'avère être une nécessité, car source de nombreux emplois et de richesses. Mais aussi et surtout pour éviter que notre pays ne devienne à la longue, essentiellement une "terre de consommateurs".

Car, durant les JIG, il a été clairement établi que de nom-

breux facteurs (coûts des intrants, de l'énergie, taxes, inadéquation formation-emploi, etc.) constituent des entraves à l'industrialisation de notre pays. Ce qui n'est guère une perspective reluisante pour l'économie nationale à long terme. D'autant plus que, avec la mise en œuvre de l'accord instituant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), les produits industriels gabonais se doivent d'allier compétitivité et qualité.

Bref, les maux ont été identifiés et les pistes de solutions préconisées, reste à la volonté gouvernementale de se manifester. Celle-ci, comme l'a indiqué la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, le 10 novembre dernier, à l'ouverture des JIG, devrait se traduire par "une politique

favorable à la prise d'initiatives fortes pour effectivement réaliser le développement industriel inclusif".

De fait, avait-elle ajouté, "Nous devons par conséquent nous montrer innovants et attentifs aux spécificités de chacun de ces secteurs pour adapter les financements et les partenariats avec le souci de privilégier toujours l'initiative privée (...). L'État doit jouer de plus en plus dans la réalisation de cette ambition en créant davantage de conditions par le développement des infrastructures de transport, énergétiques, etc."

L'espoir est de mise, la cheffe du gouvernement a été prise au mot.

J.KOMBILE MOUSSAVOU